

# Le salut par la société civile européenne ?

La société civile européenne a franchi un pas en décembre 2014 lors d'une conférence à Rome : pas moins de 27 réseaux existants se sont regroupés sous le nom de *Civil Society Europe*.

Les institutions de l'UE sont souvent perçues comme lointaines et abstraites, trop souvent réduites à un « Bruxelles » mis à toutes les sauces... D'aucuns aiment invoquer en complément ladite société civile, rapidement réduite à son expression organisée dans de nombreux réseaux européens. La voilà donc en ordre de marche. L'ambition de *Civil Society Europe* n'est pas des moindres, n'y lit-on pas qu'il est question de régénérer le projet européen autour des valeurs d'égalité, de solidarité, d'inclusion et de démocratie. Pour ne pas trahir les objectifs citons :

« Civil Society Europe will enable horizontal exchanges between civil society organisations and movements across Europe, providing a common and permanent space to share experience and knowledge, scale up campaigns and other forms of collective action, strengthen the capacity of its members to connect people in the diversity of their democratic forms of expression and act for change around the shared values expresses in its Manifesto.

Civil Society Europe aims to be influential in shaping the agenda on transversal issues of common interest for citizens and their organisations, to nurture a vibrant European democracy grounded on civic participation, safeguarding the full respect of the freedom of expression, information, assembly and association across Europe, to ensure that people's aspirations guided by the values we share are heard and responded to » ...Merveilleux!

Parmi les réseaux fédérés de la sorte on en trouve onze qui ont une composante au Grand-Duché. De leur part, je voulais savoir deux informations : quelle

est leur implication au sein de *Civil Society Europe* et comment envisagent-elles une collaboration avec les autres organisations du Luxembourg qui en font partie. Voici celles qui ont répondu : ATD Quart Monde, ALOS-Ligue des droits de l'Homme, Ligue de l'enseignement, Info Handicap, Fondation de Luxembourg, Mouvement européen, Conférence générale de la jeunesse et le Cercle de coopération. Aucune, je dis bien aucune, n'avait eu vent qu'elle venait d'être embarquée dans cette grande aventure. Trois n'ont pas répondu : l'Association Luxembourgeoise des Enseignants d'histoire, Greenpeace et Solidarité syndicale (OGBL).

J'avais déjà eu l'occasion d'aborder la question de ces réseaux européens de la société civile dans *forum* 342. Soignés par la Commission européenne qui les considère comme des – sinon ses – interlocuteurs, on y trouve dans leurs secrétariats respectifs des personnes très engagées et compétentes, mais souvent braquées exclusivement sur les institutions, notamment la Commission et le Parlement européens. Cette obstination bruxelloise leur fait oublier leurs constituants dans les États membres, certes généralement tenus au courant par une *newsletter*, mais guère mobilisés pour l'autre législateur européen, à savoir le Conseil et leur gouvernement respectif.

Ces réseaux entretiennent la fiction du « Tout-Bruxelles » et l'alimentent par des papiers souvent très percutants, mais ne dépassant pas la frontière des 19 communes bruxelloises.

Mon constat est dur et sans doute (un peu) exagéré : nous sommes en présence d'un village Potemkine et d'une représentation de la société civile qui agit comme un théâtre d'ombres, sans relais dans les États membres de l'UE, alors qu'elle est parfois prônée comme une alternative à la bureaucratie... Dommage! ♦

Serge Kollwelter

---

**Mon constat est dur et sans doute (un peu) exagéré : nous sommes en présence d'un village Potemkine et d'une représentation de la société civile qui agit comme un théâtre d'ombres [...]**

---